

5^{ème} Séminaire international - Maurice, 18-23 juin 2007

Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté: Les rôles cruciaux des écoles, des enseignants et des communautés pour la mise en œuvre du curriculum

Discours d'ouverture du BIE – Christine Panchaud

- Monsieur le Ministre de l'Éducation et des Ressources Humaines,
- Monsieur le chargé de supervision,
- Monsieur le Chef technique adjoint,
- Mesdames et Messieurs les invités du corps diplomatique,
- Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers et des agences de l'ONU.
- Chers invités,
- Chers participantes et participants, chers expert/es
- Chers collègues et ami/es,

C'est un plaisir de se trouver ici à Maurice pour ce 5^{ème} séminaire où nous avons été accueillis à bras ouverts. C'est aussi avec un très grand plaisir et satisfaction que nous retrouvons nos collègues et ami/es des neuf pays participant à ce projet, fidèles à l'appel – et pleins d'énergie pour s'attaquer au travail qui nous attend cette semaine.

Je vais rapidement situer ce projet pour nos invités de ce matin et pour souligner ce qui semble faire sa valeur.

1. En 2003, neuf pays d'Afrique sub-saharienne, à savoir : l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Mali, l'Ile Maurice, le Mozambique, le Niger et le Rwanda, ont formellement demandé au BIE de les soutenir dans leurs efforts d'amélioration de leur réponse curriculaire pour lutter contre la pauvreté (en accord avec chaque document national stratégique de lutte contre la pauvreté) et pour atteindre les objectifs fixés par le cadre d'action de Dakar de 2000 pour réaliser l'Éducation Pour Tous d'ici 2015.
2. Suite à cette demande, le BIE a développé un projet de recherche-action-formation intitulé « *Analyse et innovation curriculaires de l'éducation pour tous et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne* ». Ce Project a été soumis en 2004 au Ministère espagnol de l'Éducation et de la Science (MEC) et à la Coopération Suisse (DDP) qui l'ont soutenu depuis lors.
3. Le BIE a cherché des financements complémentaires pour renforcer l'assise financière du projet et a obtenu un autre co-financement du programme

UNESCO pour le renforcement des capacités dans le cadre de l'EPT (en 2005) et de la fondation Gulbenkian (en 2007).

4. Neuf équipes nationales constituées de responsables du curriculum, mais aussi de responsables de la planification, de l'inspection et de la formation des enseignants qui ont tous un rôle à jouer pour la mise en œuvre du curriculum dans les écoles ont été désignées par leurs ministres respectifs pour travailler ensemble dans le cadre de ce projet.
5. Il n'y a eu que peu de changements dans la composition de ces équipes, ce qui est à la fois un résultat positif en soi, qui démontre l'intérêt que ce projet a, tant pour les pays que pour les participants eux-mêmes. L'engagement des uns et des autres n'a d'ailleurs pas failli depuis notre premier séminaire en novembre 2004. Cette stabilité est aussi la condition de la réalisation d'une réflexion approfondie qui se construit ensemble, au travers d'échanges structurés et qui s'appuient sur des exemples concrets de problèmes et de solutions partagés au sein de ce groupe.
6. Des experts extérieurs au groupe (Bénin, Portugal, Belgique, Brésil, Afrique du Sud, Madagascar) et d'autres experts de l'UNESCO viennent aussi enrichir les débats et le travail au sein de ce groupe.
7. Le but de ce projet n'est pas d'accompagner les 9 pays participants au jour le jour dans leur travail de réforme, renouvellement et/ou mise en œuvre de leur curricula de l'éducation de base, nous n'en aurions d'ailleurs pas les moyens, mais bien plutôt d'encadrer ou de soutenir ces processus par une réflexion critique et innovante quant à ces différents processus, à leurs effets attendus ou non, leur résultats positifs et moins positifs, aux problèmes et obstacles rencontrés et d'essayer de réfléchir ensemble à des solutions innovatrices et aux processus inhérents à tous changements dans le domaine de l'éducation.
8. Nous sommes donc partis de l'analyse et de l'évaluation des curricula prescrits existants dans les neuf pays. On a vu alors les lacunes, mais aussi les marges de manœuvre et les opportunités que tous ces curricula comportaient dans la perspective de la lutte contre la pauvreté. On a aussi vu l'importance de ne pas développer des curricula qui en eux-mêmes comportaient le risque de générer de l'exclusion des élèves les plus désavantagés (par exemple parce qu'ils manquent de pertinence ou favorisent des apprentissages qui ne sont pas adaptés aux besoins et possibilités de certains apprenants).
9. Arrivés là, mais nous étions conscients dès notre premier séminaire en novembre 2004, et les pays l'avaient d'ailleurs bien indiqué très clairement, nous ne pouvions en rester au curriculum prescrit. Il nous fallait nous attaquer à sa mise en œuvre et aux conditions de sa mise en œuvre d'une part et d'autre part à la question du changement en éducation: une fois que l'on sait que changer, comment arriver à nos fins? Quels sont les processus à l'œuvre? Quelles sont les conditions d'un changement réussi?
10. A chaque séminaire nous avons eu la chance de pouvoir visiter des écoles en action et d'échanger avec celles et ceux qui la faisaient. De tous nos échanges et ces visites sont nées des interrogations cruciales qui ont donné le titre à ce séminaire: **« Les rôles cruciaux des écoles, des enseignants et des communautés pour la mise en œuvre du curriculum ».**

- Quels sont les rôles des enseignants dans ce contexte de lutte contre la pauvreté et de la construction d'une éducation de qualité pour tous? Et dès lors comment les préparer? Et les soutenir au quotidien, dans vie quotidienne, leur pratique d'enseignant et leur développement professionnel continu?
 - En même temps les enseignants et les apprenants même s'ils sont au cœur des processus d'apprentissage, n'y sont pas tout seuls. D'autres acteurs interviennent autour et dans l'école et contribuent à sa réussite (ou à son échec!): les parents, la communauté au sens plus large, pour qui l'école devrait être une ressource et pas un fardeau ou une obligation. Ces acteurs pourraient aussi contribuer à l'école en y amenant leur savoir-faire pour l'enrichir (aussi qualitativement) et compléter les ressources publiques (aussi en termes de savoir faire) mises à disposition.
 - Le couple "gestion – pédagogie" est aussi apparu comme devant être questionné: combien de bonnes idées pédagogiques ont été tuées ou "dévergondées" parce que des logiques gestionnaires leur ont mis des bâtons dans les roues, alors qu'on aurait pu l'éviter?
 - Les directeurs d'établissement, les directions provinciales etc. ont aussi leur rôle à jouer dans la réussite des apprentissages pour promouvoir et soutenir les enseignants dans leur travail d'amélioration de la qualité de l'enseignement. La question de la flexibilité des curricula par exemple doit être examinée de près, tant elle est cruciale à l'insertion de tous les apprenants.
 - L'idée qu'une éducation uniforme (qui se traduit par exemple par des examens nationaux communs) est forcément égalitaire doit être bien sûr revue, puisque les besoins et les possibilités des apprenants varient grandement entre les plus et les moins favorisés.
 - D'autres secteurs des pouvoirs publics pourraient aussi être mobilisés dans une approche multisectorielle (par exemple le service sociaux et de santé, pour répondre aux besoins des apprenants défavorisés ou vulnérables).
11. Nous allons aborder ces questions pendant notre séminaire grâce à deux outils élaborés ensemble sur la base des étapes précédentes. D'abord nous allons essayer de voir comment mieux apprendre des uns et des autres et de qu'on appelle les bonnes pratiques. Comment en faire des outils du changement plus efficaces?
12. Nous nous sommes en effet demandé suite à nos échanges d'expériences concrètes dans les pays et à nos visites sur le terrain, ce qui faisait que certaines écoles s'en sortaient mieux et arrivaient mieux, dans des contextes similaires, à offrir la qualité pour tous ? que font ces écoles que d'autres écoles, dans le même pays ou ailleurs, ne pourraient pas aussi faire ?
13. Nous avons aussi réfléchi aux différents niveaux auxquels il nous fallait agir pour que le changement soit possible et avons défini 5 à 6 niveaux d'action et les conditions à remplir à chacun de ces niveaux pour que nous, les acteurs, ayons une chance de réaliser le changement.

C'est un programme ambitieux, qui va se poursuivre au delà de ce séminaire.

Nous aurons aussi la possibilité de mieux comprendre les spécificités de la réforme de l'éducation et du système scolaire de Maurice, et de voir une innovation en action, avec la visite des écoles ZEP qui est prévue mercredi.

Je ne vais pas allonger plus, mais ne saurai terminer sans remercier encore une fois le gouvernement de l'Ile Maurice d'avoir accepté de co-organiser ce séminaire avec le BIE et de remercier tout particulièrement M. le Ministre qui a donné tout l'appui nécessaire à la réussite de ce séminaire ainsi qu'au professionnalisme et au dévouement sans faille de l'équipe de M. Mahadeo, directeur du Centre National de recherche et de développement du curriculum à Maurice.

Je nous souhaite une bonne semaine sur cette Ile magnifique.

Discours de clôture du BIE – Christine Panchaud

- Monsieur le chef de cabinet,
- Monsieur le chargé de supervision,
- Monsieur le chef technique adjoint,
- Chers invités,
- Chers participantes et participants, chers expert/es
- Chers collègues et ami/es,

Au terme d'une semaine bien remplie, il me semble que nous avons pu faire quelques pas significatifs au sein de ce groupe :

D'abord, nous avons poursuivi notre travail sur **les bonnes pratiques**.

Que ces bonnes pratiques interrogent et remettent en question l'école traditionnelle, qu'elles jouent le rôle de levier pour l'innovation, ou de phare qui éclaire notre chemin, (ou tout cela à la fois), elles se sont révélées, comme nous le pressentions d'ailleurs, un outil efficace pour penser le changement dans la direction d'une éducation inclusive qui permette que tous les enfants aient un accès équitable à l'école, s'y sentent bien et puissent y apprendre dans le respect de leurs différences, mais dans l'équité.

Les enseignants sont bien sûrs parmi les acteurs clé, ceux sans lesquels cette école inclusive ne saurait exister. Nous avons vu cependant que leur rôle doit évoluer dans la perspective d'une école inclusive, pour qu'elle devienne véritablement un outil de lutte contre la pauvreté et la violence et qui favorise l'apprentissage du « Vivre ensemble en paix ».

Si on veut vraiment changer l'école et préparer les enseignants à jouer pleinement leur rôle d'acteurs-clé, leur formation doit alors être aussi fondamentalement revue. L'école ne saurait changer si la formation initiale, mais aussi continue, des enseignants ne change pas.

Nous avons aussi été heureux de bénéficier des apports de responsables de la formation des enseignants qui sont venus renforcer les équipes des neuf pays pour ce séminaire, et l'équipe du BIE en la personne de Stangeline.

Mais l'école ne fonctionne pas que grâce aux enseignants (et aux élèves qui la fréquentent !). Les exemples analysés en profondeur pendant le séminaire et notre visite dans deux écoles ZEP le montrent clairement : l'école ne peut bien fonctionner comme institution d'inclusion de tous les enfants, aussi dans les contextes les plus pauvres, que si la communauté dans toute sa diversité, les pouvoirs publics à tous les niveaux et le cadre législatif sont aussi mobilisés et travaillent à sa réalisation.

Pour que l'école ne génère plus l'exclusion comme elle le fait aujourd'hui, il nous faut la transformer. Ainsi, ce séminaire nous a aussi permis de poursuivre nos réflexions quant aux conditions du changement et de continuer de développer un outil pour mettre le changement « en branle ».

C'est à tous les niveaux qu'il faut agir :

- Au niveau politique (international et national)
- Au niveau de l'administration éducative (centrale, régionale et locale)
- Au niveau de l'organisation des écoles
- Au niveau du curriculum, de la formation des enseignants et des gestionnaires
- Au niveau des communautés et des familles

C'est là la 2^{ème} avancée importante : la consolidation **d'un outil stratégique** pour le changement en éducation.

Ainsi, nous quittons ce séminaire en ayant accompli quelques avancées décisives, ceci grâce au travail concentré engagé et créatif tant des participants des pays, des experts que des collègues de l'UNESCO qui étaient aussi présents. Nous avons aussi au du plaisir à travailler ensemble, ce qui ne gêne rien !

Nous repartons aussi avec un plan de travail consistant pour 2007 et des perspectives stimulantes pour 2008. Une fois tous de retour chez nous, puisse le partage effectué ici se poursuivre et contribuer à notre objectif commun de transformation de l'école actuelle, pour qu'elle offre véritablement à tous les enfants une éducation de qualité.

Ce séminaire n'aurait jamais ou aussi bien se dérouler sans le travail acharné et consciencieux de toute l'équipe de support administratif et logistique de Maurice, dirigée de main de maître par Prem Pirthee et celui tout aussi professionnel et efficace d'Elmehdi. Qu'ils trouvent ici mes remerciements sincères.

Finalement, au nom du BIE et de tous les participants à ce séminaire, je tiens à remercier encore une fois le Ministre de l'Éducation de Maurice pour son accueil si attentif et chaleureux. Et la prochaine fois qui sait, c'est en vacanciers que nous reviendrons !